



Def



1 2 3

PLAN

IMPRIMER

1

## L'évolution des institutions et de la gouvernance européennes depuis 1992

### A) Le traité de Maastricht, acte fondateur de l'Union européenne

- le **traité de Maastricht** institue l'UE et renforce la gouvernance politique :
  - renforcement du rôle de la Commission et du Parlement
  - définition d'une **politique étrangère et de sécurité commune**, d'une coopération policière et judiciaire
  - création d'une **citoyenneté européenne**, qui s'ajoute à la citoyenneté nationale
  - mise en place d'une **monnaie commune**, l'euro, en circulation en 2002
- le traité implique un **recul des souverainetés nationales** : il divise l'opinion publique européenne et est adopté de justesse dans de nombreux pays (51 % en France)

### B) Élargissements et approfondissements

- la **zone euro**
- l'**espace Schengen** de libre circulation
- les **élargissements** de 1995 (3 pays), 2004 (10 pays), 2007 (2 pays) et 2013 (1 pays) : les risques de blocages sont plus importants, nécessité de réformer les institutions

### C) Réformer les institutions européennes : les différents traités

- le **traité de Nice** en 2000 détermine le nombre de siège de chaque État au Parlement et au Conseil européen
- une gouvernance européenne en crise après l'**échec** du traité de Constitution européenne (TCE), rejeté par référendum en France et aux Pays-Bas en 2005
- un nouveau traité est voté par le Parlement pour éviter un nouveau refus : le **traité de Lisbonne** en 2007
  - simplifie la **prise de décision** au niveau des institutions
  - répartit clairement les **compétences** entre les États et l'UE, en renforçant l'**aspect fédéral** de l'UE : vote à la majorité qualifiée pour la majorité des décisions du Conseil de l'UE, à l'exception de la PESC
  - renforce la **citoyenneté européenne**

### D) Europe des États ou Europe fédérale ?

- un **compromis** depuis le traité de Rome : préserver les intérêts des États, soucieux de leur souveraineté, et approfondir l'Union
- 3 visions du projet européen :
  - l'Europe des États**, fondée sur la coopération entre des États qui conservent leur pleine souveraineté
  - l'Europe fédérale**, qui prône un dépassement des États-nations par la mise en place d'institutions supranationales

- une troisième voie : développer des **solidarités économiques**, qui entraîneront ensuite une intégration politique

**Transition** : les élargissements successifs de l'Union européenne imposent une **réforme des institutions** et une **nouvelle gouvernance**. Le débat opposant les souverainistes partisans d'une Europe des États et les fédéralistes qui défendent une Europe supranationale reste vif.

---

## 2

### L'Union européenne, une union démocratique qui reste à construire

---

#### A) Une Union trop éloignée des citoyens ?

- faire émerger un **sentiment d'appartenance** à l'entité européenne : instauration d'une citoyenneté européenne, constamment renforcée depuis 1992
  - créer un **lien direct** entre les Européens et les institutions européennes : référendum, démocratie participative, droit d'initiative citoyenne
  - les députés européens sont élus au **suffrage universel direct** : le Parlement comme émanation du peuple européen ?
- 

#### B) L'abstention et la montée des partis politiques populistes

- un fossé entre les Européens et leurs dirigeants : les **échecs des ratifications** des traités constitutionnels dans les années 2000
- l'**abstention** aux élections européennes : 57 % en 2014 en moyenne dans l'UE
- l'« euroscepticisme » et la montée des partis populistes, europhobes : le Front National, le Parti pour la liberté néerlandais
- la « politique du parapluie » : Bruxelles est désignée comme responsable de toutes les décisions impopulaires

**Transition** : depuis 1992, l'Union européenne est plus démocratique. Pourtant, l'**euroscepticisme** est de plus en plus important.

---

## 3

### L'Union européenne, une puissance entre ambitions et crises

---

#### A) Le développement d'une diplomatie et d'une défense européenne

- mise en place d'une **Politique étrangère et de sécurité commune** (PESC), d'une **Politique européenne de sécurité et de défense** (PESD) mais les États résistent à déléguer une part de leur souveraineté
  - nomination d'un **Haut représentant de l'Union** pour les affaires étrangères, qui coordonne la PESD et négocie au nom des États membres
- 

#### B) Les divergences entre les États membres : l'impression d'une « désunion » à l'international

- les **atlantistes** et les **non-atlantistes** : l'OTAN et les divisions sur l'intervention en Irak en 2003
  - la question des **élargissements** futurs de l'UE fait débat au sein des pays membres
- 

### C) La crise de l'euro depuis 2009

- l'UE et la BCE aident financièrement les États en difficulté et sauvent l'euro
- le **traité sur la stabilité**, la **coordination** et la **gouvernance** (TSCG) de 2012 : une réponse à la crise de l'euro ?
- la crise de l'euro pose la question de la **nécessité d'une intégration** plus profonde

**Bilan** : l'Union européenne peine à s'affirmer dans les domaines de la **défense** et de la **diplomatie**. La crise de l'euro, montrant la **nécessité d'une politique européenne commune**, a suscité de nombreux débats en Europe.

---